



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat
CS 40 331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 21/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SECHE ECO SERVICES

Les Hêtres
CS 20020
53810 Changé

Références : 2025/227
Code AIOT : 0003700770

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement SECHE ECO SERVICES implanté Boulevard du Grand Castaing site CEMEX 31120 Roques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée suite aux modifications d'exploitation envisagées par l'exploitant qui feront l'objet d'un futur dossier de porter-à-connaissance.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SECHE ECO SERVICES
- Boulevard du Grand Castaing site CEMEX 31120 Roques
- Code AIOT : 0003700770
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Séché Eco-Services exploite, sur la commune de Roques-sur-Garonne, une plateforme de réception, de transit et de traitement de terres et matériaux pollués, dangereux et non dangereux. Les terres admises sur la plate-forme sont principalement issues de travaux de dépollution de sites, de chantiers d'aménagement et de déconstruction de la région Occitanie et des départements limitrophes à la région Occitanie.

Les activités autorisées sur le site sont :

- le transit de terres polluées,
- le traitement biologique de terres polluées en biopile,
- le criblage des terres polluées,
- le lavage des terres polluées (criblage humide).

Compte tenu de la nature des terres admises sur la plateforme depuis son ouverture, les installations de traitement biologique des terres, autorisées dans l'arrêté, n'ont pas été mises en service.

Les installations de traitement physico-chimique de criblage (par voie humide) et de lavage sont quant à elles en service depuis fin 2023.

Les activités du site relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et de la directive IED. Elles sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 26 décembre 2017, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 21 juillet 2020.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En plus des constats repris dans les fiches ci-après, il est à noter que :

- les extincteurs de l'établissement ont été vérifiés en mars 2025 ;
- le 25/11/2024, l'exploitant a procédé au changement des sables et charbon de ses équipements de traitement d'eau.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 3.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Parcelles	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 1.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Surveillance des eaux souterraines et des sols	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.2.5	Demande d'action corrective	1 mois
9	Clôture	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 7.1.4	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 2.3.1	Sans objet
3	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.2.1	Sans objet
5	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 1.5.1	Sans objet
6	Tonnage annuel maximal autorisé à transiter	Arrêté Préfectoral du 23/01/2025, article 1.2.1	Sans objet
7	Bilan annuel	Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 4 faits sans suites ;
- 5 faits avec suites, parmi lesquels :
 - 4 sont des demandes de justificatifs et/ou d'actions correctives de la part de l'exploitant ;
 - 1 propose une mise en demeure pour non-respect de prescriptions.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Propreté du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues... sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : Le site est globalement propre. Des arroseurs automatiques sont en fonctionnement le jour de la visite. Il n'y a pas de système de lavage des roues, dans la mesure où les véhicules passent ensuite sur le site voisin de CEMEX.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 3.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : <ul style="list-style-type: none">• les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,• les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation,• les surfaces où cela est possible sont engazonnées,• des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant. Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.
Constats : Le site est globalement propre. Des arroseurs automatiques sont en fonctionnement le jour de la visite. Il n'y a pas de système de lavage des roues, dans la mesure où les véhicules passent ensuite sur le site voisin de CEMEX. Les voies de circulation du site sont bitumées. Il n'a pas été constaté de signe visible de dégradation de la voirie. L'exploitant n'a pas mis en place de haie, ni d'écrans de végétation.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie auprès de l'inspection l'absence d'écran de végétation ou précise le calendrier de mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite. Aucun prélèvement dans le milieu naturel n'est autorisé. Les besoins en eau sont estimés à 500 m ³ par an pour l'humidification des biopiles et à 125 m ³ par an pour le procédé de criblage par voie humide. L'eau utilisée provient préférentiellement du bassin des eaux traitées ou à défaut du réseau d'alimentation d'eau potable de la ville de Roques-sur-

Garonne.

Les installations de prélèvement d'eaux sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement et les résultats sont portés sur un registre tenu à la disposition des installations classées.

L'eau incendie est fournie par une réserve incendie de 120 m³ stockée sur le site.

Constats :

La consommation d'eau annuelle n'a pas été consultée lors de l'inspection ; l'exploitant a indiqué que cet élément fait partie du bilan annuel qui allait être transmis. A la date de l'inspection, le bilan annuel 2024 était en relecture. Le bilan annuel a été transmis le 14 mai 2025.

Pour l'année 2024, le site n'a pas consommé d'eau de ville issue du réseau de distribution d'eau potable de la commune de Roques.

L'eau utilisée sur le site (lavage voiries, etc.) provenait des bassins de contrôle des eaux pluviales après traitement. Entre le 01/01/2024 et le 31/12/2024, le site a utilisé 109 m³ d'eau issue des bassins de contrôle.

Une réserve d'eau incendie est présente sur le site (bâche souple de 120 m³).

Les 3 bassins de traitement ont été vus. Ils permettent le traitement des eaux pour réutilisation dans le process de traitement des terres.

Les eaux rejetées sont envoyées vers :

- Graulhet RMEA (STEP de Graulhet) (121 m³ en 2024) ;
- PSI Lannemezan (8,8 m³ en 2024)(déchets dangereux).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Parcelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 1.2.2

Thème(s) : Situation administrative, Parcelles

Prescription contrôlée :

Les installations sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Commune	Lieu-dit	Parcelles	Superficie
Roques-sur-Garonne	ZAC Sans Soucis	Section AN parcelle n°192 pp	16 220 m ²
"	"	Section AN parcelle n°207 pp	1 000 m ²
"	"	Section AN parcelle n°320 pp	200 m ²
"	"	Section AN parcelle	1 700 m ²

		n°209 pp	
"	"	Section AN parcelle n°394 pp	900 m ²
		TOTAL	

Constats :

La parcelle section AN n°394 pp n'a pas été retrouvée sur le cadastre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier qu'il exploite sur la parcelle section AN n°394, en tout ou partie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 1.5.1

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploiter

Prescription contrôlée :

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

L'exploitant a souhaité présenter à l'inspectrice le porter-à-connaissance (PAC) à venir. En effet, il envisage un projet d'Installation de Maturation et d'Élaboration (IME) de mâchefers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le porter-à-connaissance à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Tonnage annuel maximal autorisé à transiter

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/01/2025, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Volume d'activité

Prescription contrôlée :

Pour l'année 2024, le tonnage annuel maximal autorisé à transiter (avec ou sans traitement) sur le site est au plus égal à 200 000 tonnes de terres polluées (dangereuses ou non dangereuses).
Constats : Les données de la déclaration GERE 2024 sont les suivantes pour l'année 2024 : <ul style="list-style-type: none"> déchets sortants : DND : 180 299 t déchets entrants : DD : 5 328 t + DND : 175 638 t
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Bilan annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, ...
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, au plus tard le 1 ^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente qui présente : <ul style="list-style-type: none"> la quantité des terres réceptionnées sur le site par lot ; la caractérisation par lot des terres acceptées (déchets dangereux, non dangereux ou inertes) ; le cas échéant, le(s) type(s) de traitement appliqué(s) à chaque lot ; la destination finale par lot des terres traitées ou en transit ; les quantités de terres polluées refusées et envoyées dans des filières de traitement ou d'élimination adaptées ; la répartition des terres admises selon leur destination finale ; la consommation d'eau ; les résultats de la surveillance des émissions accompagnés de toute autre donnée nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation.
Constats : A la date de l'inspection, l'exploitant a indiqué que le bilan annuel 2024 était en relecture. Le bilan annuel a été transmis le 14 mai 2025. Son examen n'est pas repris dans ce rapport d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant que le bilan annuel de l'année N est à transmettre au plus tard le 1 ^{er} avril de l'année N+1.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines et des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 8.2.5
Thème(s) : Situation administrative, ...
Prescription contrôlée :

Une surveillance des eaux souterraines au droit du site est réalisée à partir d'un réseau constitué de plusieurs puits de contrôle (2 piézomètres en amont et 4 piézomètres en aval hydraulique).

Au moins deux fois par an, en période de basses eaux et de hautes eaux, le niveau piézométrique est relevé afin de déterminer le sens d'écoulement de la nappe et des prélèvements sont effectués dans la nappe.

L'eau prélevée fait l'objet d'analyses sur, au moins, les paramètres suivants : pH, conductivité, hydrocarbures totaux, BTEX, COHV, HAP, AOX, PCB et métaux (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, plomb et zinc).

Les résultats de mesures sont transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

La surveillance des sols est effectuée sur les points référencés dans le rapport de base du dossier de demande d'autorisation ou, en cas d'impossibilité technique, dans des points dont la représentativité est équivalente.

Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les dix ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

La dernière campagne de mesures des eaux souterraines a eu lieu en octobre 2024. La prochaine est programmée en avril 2025.

L'inspection va créer un cadre de travail pour que les résultats d'analyses puissent être renseignés sur GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente).

Lors de la visite du site, un piézomètre a été vu sans cadenas, ce qui ne répond pas aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration [...].

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant veille à cadenasser les piézomètres dont il a la charge pour la surveillance des eaux souterraines au droit de son site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/12/2017, article 71.4

Thème(s) : Situation administrative, Accès au site
Prescription contrôlée : Les installations sont fermées par un dispositif capable d'interdire l'accès à toute personne non autorisée.
Constats : La clôture présente au nord du site, le long de l'autoroute, est endommagée. Le site n'est pas dûment clôturé. L'exploitant est conscient qu'il doit remettre en place la clôture, sur plusieurs dizaines de mètres.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La clôture du site est endommagée sur plusieurs dizaines de mètres. Un arrêté préfectoral de mise en demeure va être proposé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois